

Europe, continent neuf

Numéro très spécial pour événement peu banal : samedi 1^{er} mai, l'Union européenne s'élargit à dix nouveaux pays. Elle comptera 25 Etats membres, 188 régions, 450 millions de citoyens et 20 langues officielles

L'EUROPE s'élargit. Le samedi 1^{er} mai, l'Union européenne passera de quinze à vingt-cinq Etats membres. L'espace géographique de cette nouvelle Europe sera étendu de 25 % et sa population agrandie de 75 millions d'âmes. Mais les dix nouveaux adhérents ne contribueront, pour le moment, qu'à 5 % de la richesse commune. Cet élargissement est aussi politique : parmi les dix Etats qui rejoignent l'UE, sept appartenaient, il y a encore quinze ans, au « bloc soviétique ».

Cet événement méritait une édition spéciale. *Le Monde* a choisi de visiter ce continent neuf dans un premier cahier de 20 pages, construit comme l'est, chaque jour, votre quotidien. Un second cahier de 20 pages est consacré au reste de l'actualité du jour.

Les défis auxquels sera confrontée la nouvelle Europe sont nombreux. Défi institutionnel : comment agir efficacement à vingt-cinq ? Défis économique et budgétaire : jamais l'Europe n'a accueilli des partenaires aussi pauvres, alors que sa croissance reste à la traîne. Défis politique et culturel : quelle Europe, à combien, et pour quels Européens ?

Ce numéro présente les dix nouveaux pays membres, leurs sociétés, leurs identités multiples, leur patrimoine historique et culturel et les questions que soulève leur adhésion. Comment gérer les migrations intérieures ? Quelle évolution pour la politique agricole commune ? Quelles sont les attentes des autres candidats, à commencer par la Turquie ? Comment réagissent les deux principaux partenaires de l'Union : la Russie et les Etats-Unis ?

Les frontières de la nouvelle Europe sont tracées : nous leur consacrons un grand reportage, pérégrination de Narva (Estonie) à Svilengrad (Bulgarie). Quelle empreinte laisseront-elles ? Telle est la question que suggère l'affiche ci-contre, dessinée pour *Le Monde* par le Franco-Polonais Michal Batory. Pour cette édition spéciale, nous avons fait appel à des affichistes de presse, pour la plupart originaires des dix pays adhérents, mais aussi de Finlande, du Japon et des Etats-Unis.



MICHAL BATORY, FRANCE/POLOGNE

Réunification

Elargissement ? Le mot est impropre car, quinze ans après la chute du mur de Berlin et l'effondrement qui s'ensuivit de l'empire soviétique, quinze ans après l'unité de l'Allemagne, l'Europe se réunit à son tour.



ÉDITORIAL

« *d'Occident kidnappé* », le temps de la parenthèse de la guerre froide, pour reprendre l'expression de Milan Kundera. Le 1^{er} mai est donc, au regard de l'Histoire, une réunification et une réparation.

Le Monde, qui, depuis les années 1950, a toujours peu ou prou soutenu la construction européenne, accueille ce moment comme un enrichissement, en même temps qu'un hommage au chemin parcouru : de la Communauté du charbon et de l'acier au Marché commun, de la CEE à l'Union européenne, du marché unique à l'euro : autant d'étapes qui ont permis à nos pays d'être aujourd'hui plus libres et plus prospères, à nos sociétés d'être plus ouvertes et plus solidaires. « *La France est notre patrie, l'Europe est notre avenir* », avait proclamé François Mitterrand pour dire le choix français d'une entreprise sans précédent ni équivalent dans l'Histoire, celui d'une adhésion librement consentie à un destin commun sur un Vieux Continent jusqu'alors voué à la guerre.

Pourtant tout se passe comme si, à peine paraphé, ce grand œuvre était appelé sinon à se défaire, du moins à changer de sens. Comme si l'ambition de la construction opiniâtre d'une identité européenne dotée d'un espace politique intégré devait céder la place à une Europe du possible, plus lâche, moins exigeante, moins ambitieuse. Faut-il s'y résigner ?

J.-M. C.

Lire la suite page 13

Réunification

Suite de la première page

Vécue de l'intérieur, l'histoire de cette intégration européenne – qui nous permet d'être, aux yeux du reste du monde, une zone exceptionnellement privilégiée de paix et de prospérité – est désormais le plus souvent perçue comme une affaire laborieuse et ingrate, une suite de permanent marchandage, au milieu d'un douloureux et complexe processus de délégation de souveraineté. Vue de l'extérieur, elle reste un succès, auquel quiconque cherche l'ancrage dans la démocratie et l'accès au progrès économique se doit de s'arrimer ; en rejoignant ce laboratoire où s'édifie peu à peu, selon la belle expression du commissaire européen Pascal Lamy, « l'invention d'un pouvoir démocratique supranational ». Incertaine à l'intérieur, reconvenue à l'extérieur : cette double perception a son importance.

Mais les chiffres nous disent déjà l'amorce d'une autre histoire. De quinze, l'Union passe à vingt-cinq membres ; de onze langues à vingt ; de 375 millions d'habitants à 450 millions, tandis que l'écart de richesse de pays à pays, des plus riches aux plus pauvres, passe de 2,4 à 4,5. Un temps repliées sur l'ouest du continent, les frontières de l'Union encadrent désormais un immense territoire : elles plongent en Méditerranée (avec le rocher de Malte et Chypre), voisinent sur près de 2 000 km avec la Russie, côtoient les Balkans. Cette nouvelle réalité, ancrée à l'est (comme en témoigne le transfert de la capitale

allemande de Bonn à Berlin) ne sera pas sans conséquence sur le projet européen. Prétendre le contraire serait entretenir un mythe.

Porté par deux grandes forces politiques – démocratie chrétienne et social-démocratie – qui cherchent un second souffle, le projet d'intégration européenne rassemblait six pays proches, politiquement, économiquement et socialement. Ils souhaitaient, à l'intérieur, bâtir un modèle hybride entre le capitalisme rhénan et l'économie mixte à la française ; en phase avec le couple moteur franco-allemand, et se distinguant nettement, par ses vertus protectrices, du projet britannique d'un contrat social plus lâche, dans le cadre d'une vaste zone de libre-échange. Leur ambition était de donner naissance à une entité singulière, capable d'exister à l'extérieur, forte de son modèle social à l'intérieur. C'était un club constitué pour accéder à une modernité créatrice de richesse, vivant à l'abri de l'OTAN, dans un monde qui n'était pas encore soumis aux efforts de destruction-création de la globalisation.

Imaginer que ce projet initial puisse être conservé tel quel, porté à 25, comme il le fut, de plus en plus difficilement à six, puis à douze, puis à quinze, considérer qu'il puisse reprendre vie après qu'il ait été écartée l'étape de « l'approfondissement » avant l'élargissement, si chère à Jacques Delors, c'est penser contre l'Europe. Imaginer une Europe repliée sur elle-même, à l'heure où émergent en Asie les grandes puissances de demain, à l'heure où le front ouvert par le terrorisme s'élargit, c'est rendre à l'Europe un mauvais service.

La difficulté particulière que nous

devons affronter est la suivante : le monde qui vient, que nous voyons venir – monde multipolaire, appelé à connaître de grands flux migratoires, tenté par une violence multiforme –, ce monde-là appelle plus d'Europe. Mais tout ce qui advient semble, au contraire, concourir à moins d'Europe. De l'absence de leadership au vent de populisme qui traverse les opinions, en passant par le dernier épisode en date : en refusant toute augmentation du budget propre de l'Union, en organisant même sa régression, Chirac et Schröder ont peut-être donné le premier signal de la retraite.

En tout cas, ils ont bien mal salué l'entrée des nouveaux membres, qui vont être produits du même niveau de fonds structurels – les aides aux régions défavorisées – que celui qui avait été alloué à leurs prédécesseurs (Grèce, Espagne, Irlande et Portugal). Ce qui a été bon, et extraordinairement efficace pour les uns, ne le sera donc pas pour les autres. Curieuse façon de penser l'Europe que celle qui consiste à porter atteinte à la solidarité communautaire, au moment où il faudrait renforcer celle-ci pour absorber le choc des nouveaux entrants ! Et l'on voudrait ensuite que ceux-là se rallient au panache blanc du couple franco-allemand ! Comprenez qui pourra... Il est vrai que sur ce registre, Tony Blair n'est pas en reste, lui qui, au nom de considérations tacticiennes, vient de nouveau de faire reculer son option européenne. Mais la nostalgie ne peut guère nous aider, face à ce besoin d'Europe dans une réalité qui tend à la faire reculer.

Entre européen dans l'Union à vingt-

cing, c'est donc d'abord reconnaître que l'ambition et le projet vont devoir en partie changer de nature, qu'ils ne seront plus tout à fait les mêmes, qu'ils s'éloigneront du rêve fédéraliste et intégrateur des pères fondateurs. A la condition de refuser dans le même mouvement la fatalité d'un glissement progressif vers la seule et simple zone de libre-échange. Nous ne serons ni dans le destin promis par la France et l'Allemagne, ni dans celui rêvé par la Grande-Bretagne.

Il faut donc penser une Europe plus diverse, avec une plus forte dose d'hétérogénéité, où il ne suffira plus d'entretenir la flamme franco-allemande, ni même d'y agréger la Grande-Bretagne, pour être assuré d'un effet d'entraînement. Sans doute faut-il également espérer – ne serait-ce que pour la symbolique forte que cela représente – que l'Union se dote, au mois de juin prochain, d'une « Constitution ». Mais celle-ci ne changera pas cette donnée nouvelle : quelle que soit l'ingéniosité de la mécanique institutionnelle, l'action collective sera, dans la nouvelle Europe, plus difficile.

Les pères fondateurs et à leur suite ceux qui ont le plus œuvré à cette construction à nulle autre pareille, à savoir Giscard-Schmidt et Kohl-Mitterrand-Delors, ont pensé que l'union politique procéderait d'une homogénéité économique, de la convergence organisée des économies des pays membres. Le malheur est que le euro, loin d'être considéré par leurs successeurs comme un point de départ, a été vécu comme un point d'aboutissement. Il en va de même pour le grand marché unique, qui a provoqué moins d'effets politiques intégra-

teurs qu'on ne l'imaginait. Dès lors, à vingt-cinq, et dans une diversité plus grande qu'à quinze, comment fonder cette Europe politique et de défense dont nous avons besoin ? Sans doute en pariant, cette fois, moins sur l'économie, davantage sur des valeurs communes, sur cette identité qui s'est manifestée, malgré la division des gouvernements, dans l'opinion publique européenne – « vieille » et « nouvelle » Europe confondues, n'en déplaise à Donald Rumsfeld – au moment de la crise irakienne ; car seule une communauté de valeurs pourra donner un sens à cet ensemble en gestation, paradoxalement plus indéterminé que jamais.

Mais aussi s'organiser, créer les conditions d'une dynamique ouverte à tous. Afin que rivalisent, s'entraînent mutuellement les pays membres des « noyaux durs » existants – c'est-à-dire ceux de la zone euro, et ceux de la zone Schengen – et ceux qui entendent participer aux « noyaux durs » du futur, c'est-à-dire les pays qui voudraient prioritairement se doter d'une défense commune. A charge pour les participants d'avancer, en laissant la porte de leurs groupes respectifs ouverte à ceux qui se sentiraient prêts à les rejoindre. En d'autres termes, il est possible de renoncer à une perspective clairement fédérale, sinon d'intégration politique, à la condition de garder le mouvement ; de tenir constamment cette entreprise inédite en mouvement. Ainsi l'Europe avancerait-elle. A des vitesses différentes, certes, mais dans la même direction.

J.-M. C.